

interdire la circulation des voitures dans les grandes villes pour réaliser les objectifs nationaux concernant la réduction de la pollution atmosphérique.

Le ministre fait courir des bruits alarmants pour justifier son inaction. Le fait est qu'à elle seule la rentabilité énergétique, ce qu'ont confirmé les spécialistes, peut permettre d'atteindre ou de dépasser l'objectif fixé pour 2005, soit réduire de 20 p. 100 la pollution causée par le gaz carbonique, comme il a été proposé à Toronto lors de la conférence concernant les changements atmosphériques.

Le ministre de l'Énergie fait preuve d'une ignorance crasse des faits. En outre, la rentabilité énergétique est un bon principe économique. Il nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir au Canada avant de réaliser cette rentabilité énergétique. Par conséquent, le ministre laisse passer une bonne occasion politique qu'un enfant de sept ans comprendrait facilement. Quel dommage!

* * *

[Français]

LE TRANSPORT FERROVIAIRE

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Madame la Présidente, l'Office national des transports du Canada a rendu public, le 30 mars dernier, le rapport de son enquête sur les pratiques d'inspection des wagons-citernes dans le corridor Montréal-Sarnia de la Compagnie de Chemins de fer nationaux du Canada.

L'enquête a fait ressortir trois points dominants. D'abord, les normes de sécurité de Transports Canada ne sont pas respectées comme il se doit; ensuite, les méthodes d'exploitation de la compagnie ferroviaire montrent que certains éléments des normes sont probablement inutiles désormais, suite aux progrès réalisés; enfin, compte tenu des deux facteurs précédents, de nouvelles normes devraient être formulées. De plus, il semble, au triage de Sarnia, que les coupures d'effectifs intensifient la pression exercée sur les inspecteurs de la compagnie à faire plus en moins de temps.

Madame la Présidente, ce n'est pas la première fois que j'interviens dans cette Chambre en ce qui concerne les wagons-citernes et Transports Canada devra imposer des sanctions sévères aux compagnies de chemins de fer qui ne se conforment pas aux exigences actuelles ou futures en matière de sécurité des wagons-citernes et de marchandises.

* * *

[Traduction]

LES PÊCHES

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Madame la Présidente, la semaine dernière le ministre

Article 31 du Règlement

des Pêches et des Océans a prononcé un discours qui avait manifestement été écrit pour lui par les dirigeants des grandes sociétés de pêche.

Il est tout à fait clair que le ministre se fiche éperdument des gens de Canso, Grand Bank, Digby et des centaines d'autres localités qui dépendent de la pêche. Il est bien évident aussi qu'il ne prend pas au sérieux des conclusions du rapport Harris dans lequel on signalait que la technologie utilisée par les grandes flottes de pêche hauturière était l'une des principales causes de l'épuisement des stocks de poisson.

L'un des conseils consultatifs du gouvernement fédéral a déclaré qu'en l'absence d'aide aux localités frappées par la crise dans le secteur de la pêche, des centaines de localités de l'Atlantique allaient perdre leur seule industrie et des milliers de familles n'ayant plus des revenus suffisants allaient devoir être prises en charge par le bien-être social ou quitter leur région pour aller s'établir sur le continent, ce miroir aux alouettes, où les intéressés croient trouver la richesse.

À deux reprises, le premier ministre a déclaré aux Canadiens de la région de l'Atlantique qu'on allait leur offrir un programme d'assistance. Cependant, le ministre des Pêches et des Océans leur a signalé qu'il s'agirait d'un programme d'aide seulement. Si ce que le ministre des Pêches et des Océans dit est exact, que doit-on penser du premier ministre? Si le ministre est dans l'erreur, on devrait exiger sa démission immédiatement.

Les Canadiens de la région de l'Atlantique veulent s'assurer un avenir dans le secteur de la pêche qui a permis à leurs localités de survivre pendant des centaines d'années. Mais le gouvernement s'inquiète davantage du bilan financier de ses amis du secteur privé que d'une industrie vitale pour des centaines de localités et des milliers de familles.

* * *

LA JOURNÉE DE LA TERRE

M. Stan Darling (Parry Sound—Muskoka): Comme tous les députés le savent, madame la Présidente, la journée d'hier fut mémorable pour le Canada et tous les autres pays du monde.

En effet, nous nous sommes rassemblés en très grand nombre sur la Colline du Parlement pour célébrer la Journée de la Terre. Nul doute que tous les députés et tous les paliers de gouvernement vont faire de leur mieux pour que la terre fasse véritablement l'objet d'un nettoyage en règle.

Nous avons bien de la chance aujourd'hui de compter parmi nous à la tribune M. John McConnell, de New York, qui a eu l'idée de cette journée et qui a dessiné lui-même l'étendard de la Journée de la Terre. C'est volontiers que je lui souhaite la bienvenue parmi nous.